

LA NOUVELLE ORIGINE

cissique de leur ego – ce qui est encore sensiblement le cas en France.

Pourtant, nous sommes dans une société qui est marquée depuis longtemps par le double et la contradiction. S'il est un lieu où la politique est une passion qui a résisté à la rationalisation moderne, c'est bien la France. Que ce soit la France de la Révolution ou celle du XIX^e siècle, nous sommes un pays qui a même cru se perdre par sa passion de la politique, oubliant tous les autres registres sur lesquels devait aussi s'asseoir le progrès.

Haïti est un cas de laboratoire intéressant : il a voulu être en petit ce qu'était la France. C'est le pays des Antilles qui fera sécession en refusant le rétablissement de l'esclavage par Napoléon en 1802. Comme nul autre, ce pays aura vécu une sorte de réplique de l'histoire française, au point de connaître tout au long du XIX^e siècle les mêmes modèles de gouvernement que ceux de la France : empire, directoire, république, royauté, puis république encore. La société haïtienne, obsédée par la politique et les affrontements de régimes va mener Haïti jusqu'à la catastrophe économique et sociale.

La politique est la passion française, un atavisme et une part de nos archétypes nationaux. C'est ce qui divise les familles, et c'est aussi ce qui confère périodiquement aux élites une sorte de volonté de considérer que ce qui est au-dessus de tout, c'est la politique. Ce que la France au XIX^e siècle pensera fortement. Cette caractéristique me semble tenir à sa double tradition d'État fort et de nation régicide.

L'AUTHENTICITÉ

L'État fort est lié à cette France très diverse et qui s'est crue obligée de se construire une unité jacobine, une sorte de surmoi institutionnel et de discours qui plane au-dessus de la diversité des régions, de leurs parlers et des façons d'être. L'édit de Villers-Cotterêts de 1539 fait du français la langue administrative et pèsera comme levier d'homogénéisation ; les grandes institutions sont étatiques et le modèle de l'État centralisé, tel qu'il apparaît avec Richelieu, Louis XIII et Louis XIV, exprime un ferment extrêmement puissant qui transcende l'épisode révolutionnaire. Il y a une continuité entre Louis XIV et Napoléon qui représente une tradition très forte, au point que les théoriciens et les philosophes, tel Hegel, lorsqu'ils parleront de l'État, parleront de la France. C'est ce modèle de l'État-nation qui fera école et qui servira de référence, au XIX^e siècle, à l'organisation des grands pays.

Mais, en même temps que notre pays est un État fort, qu'il a construit ce corps de géant, il est un pays dans lequel la nation va décapiter la tête de ce corps de géant et tuer le roi.

La France n'est pas le seul pays régicide ; l'Angleterre notamment a décapité Charles I^{er} en 1649, cent quarante-quatre ans avant la mort de Louis XVI. Mais l'Angleterre ne connaît pas le même culte de l'État. Ce qui est frappant en France, c'est le rapprochement du régicide et de l'étatisme. Il a pour effet (pas forcément involontaire) de considérer que la tête de ce corps de géant étant si haut perchée, on ne peut légitimement la remplacer que par celle

LA NOUVELLE ORIGINE

d'hommes éminents. On a ainsi élevé la barre de ce qu'est le projet politique.

D'où le fait que les politiques vont progressivement gagner des galons tout au long du XIX^e siècle, à l'exception des personnages un peu ternes que sont les politiques de la Restauration, qui suivent l'épopée napoléonienne. Les politiques vont peu à peu se reconnaître dans le combat des artistes pour l'intelligence : il leur faut eux aussi être intelligents, incarner des remparts contre la bêtise, se constituer en force morale. C'est toutefois au XX^e siècle, après la Seconde Guerre mondiale, au moment où l'État et son administration sont tout entiers à reconstruire, que l'on crée l'École nationale d'administration. Il faudra moins de quinze ans pour que les générations issues de cette école se donnent pour objectif d'aller vers la politique.

On trouve dans des promotions des années 1960 et 1970 des élèves qui n'ont qu'un but, celui de devenir, par leur intelligence, leurs compétences et leurs qualités bien supérieures aux politiques d'autres pays, des guides pour la France, méritant d'être aux fonctions les plus éminentes de l'État. L'élection au suffrage universel du président de la République est instaurée à cette époque. L'idéal démocratique est alors biaisé par l'idée que la représentation populaire doit être magnifiée par une posture d'intelligence exceptionnelle, par la stature hors du commun de ceux qui veulent se mettre précisément à la place de la tête autrefois coupée.

L'AUTHENTICITÉ

Ces différents traits de l'histoire nationale ont été analysés par Michel Foucault, qui a consacré ses dernières années de cours au Collège de France à ce qu'il a appelé la « biopolitique » : la politique de la vie. Tout son enseignement n'a pas encore été publié. Son interrogation porte sur la façon dont les cadres institutionnels, d'une part, et l'expérience intime des personnes dans une société donnée, d'autre part, modèlent la logique de la politique. Gouvernement de soi, gouvernement d'autrui et gouvernement de l'État forment la trilogie à laquelle s'intéresse Michel Foucault.

Foucault avance qu'accéder au gouvernement de l'État est tout d'abord dépendant de la capacité à se gouverner soi-même – se connaître, s'analyser, se réguler –, puis de la capacité de gouverner autrui – comprendre, écouter, contracter, entraîner.

C'est en suivant Michel Foucault qu'Anthony Giddens parvient à ce qu'il appelle la théorie de la structuration, qui passe par l'importance donnée à l'analyse des transformations de l'intimité dans la compréhension de ce que peut représenter la politique dans une société de nouvelle modernité.

Une piste très contemporaine pour le débat d'idées, un début d'analyse de la France par elle-même dont on n'a visiblement pas tiré toutes les leçons.